

Commune de VÉNISSIEUX**Arrêté temporaire n°: 2024_0160c****Objet** : **chaussée réduite pour travaux d'assainissement dans le cadre du projet T10****Lieux** : **avenue de la République**

Le Président de la Métropole de Lyon

VU le Code de la Route, et notamment les articles L411-1 à L411-7 ;**VU** le Code de la Voirie Routière, et notamment les articles L.113-2 et L.115-1 ;**VU** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1^o), L.2213-3-2^o), L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

VU la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;**VU** le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;**VU** le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé le 8 décembre 2017 ;**VU** le Règlement Général de la Circulation de la Ville de Vénissieux en date du 28 Janvier 2000 modifié ;**VU** l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;**VU** l'avis de la Métropole de Lyon ;**VU** l'avis technique favorable du LYvia n°202308804 et sous réserve que le demandeur ai vérifié la validation globale du LYvia auprès de la Métropole de Lyon ;**VU** la demande formulée en date du 28 février 2024 par l'entreprise Gantelet Galaberthier qui réalise des travaux d'assainissement dans le cadre du projet T10 pour le compte de SYTRAL Mobilités ;**CONSIDÉRANT** que pour exécuter cette occupation sur la chaussée, il convient de prendre l'arrêté qui régleme la circulation ;

ARRÊTE

Article 1 : Du 11 mars au 24 mai 2024, de 07h30 à 17h00, avenue de la République

- la chaussée est réduite sur 20 mètres linéaires au droit du N°61
- la vitesse est limitée à 30km/h au droit du chantier
- les manœuvres de dépassement seront interdites à l'approche et à la hauteur du chantier
- le cheminement des piétons est organisé par le demandeur, avec mise en place de panneaux « piétons passez en face ». Les piétons utiliseront les traversées matérialisées existantes ou matérialisées par l'entreprise ;

Article 2 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place, entretenue et déposée conformément à la législation en vigueur par l'entreprise adjudicataire des travaux. Pendant la durée des travaux, l'entreprise devra obligatoirement apposer le présent arrêté aux extrémités du chantier. Elle devra également tenir constamment dégagés les ouvrages de lutte contre l'incendie.

Article 3 : L'entreprise chargée des travaux dont il s'agit et responsable des mesures à mettre en œuvre est :

Entreprise Gantelet Galaberthier
40 Rue Lucette et René Desgrand
69100 Villeurbanne

Article 4 : L'arrêté pourra être prolongé d'une semaine calendaire en cas de nécessité. En cas d'intempéries ou de retard dans l'évolution du chantier, le prolongement de la validité du présent arrêté, au-delà d'une semaine calendaire, devra être sollicité par l'entreprise chargée des travaux. Un nouvel arrêté prorogera les mesures prescrites ;

Article 5 : Conformément au règlement de voirie, la sécurité et la continuité de circulation des piétons valides et à mobilité réduite, de passage des fauteuils roulants et de circulation des cyclistes seront conservées et rétablies conformément à la réglementation en vigueur ;

Article 6 : Pendant la durée des travaux, l'entreprise devra obligatoirement laisser un ou plusieurs accès permettant au personnel chargé de la collecte des déchets d'approcher les contenants autorisés lors du passage de leur véhicule de service. En cas d'impossibilité, l'entreprise sera chargée d'apporter les contenants autorisés non accessibles au point de collecte le plus proche pouvant être desservi, puis de les ramener à leur point initial ;

Article 7 : Lors de l'achèvement des travaux et avant la remise normale de la circulation, le domaine public devra être propre et satisfaire aux normes de circulation en vigueur ;

Article 8 : Le demandeur installera l'arrêté au moyen de panneaux mobiles puis devra prendre contact avec la police municipale (04.72.50.02.72) pour faire établir un constat de panneaux au minimum 48h00 ouvrables avant le commencement des travaux. Les panneaux devront être parfaitement visibles et le présent arrêté devra y être apposé ;

Article 9 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ;

Article 10 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans les formes d'usage.

Article dernier

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Lyon, le 01/03/2024

Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon
Vice-Président délégué à la voirie et aux
mobilités actives